Le Défap à la rencontre de ses partenaires

Les mois de mars à août sont bien remplis dans l'agenda de l'équipe du Défap pour cette année 2023, avec des déplacements en République centrafricaine, au Maroc, au Congo-Brazzaville, à Madagascar… Il s'agit de rencontrer les Églises partenaires, visiter les envoyés, et faire le point sur les missions et les possibilités d'accueil et d'envoi de volontaires.



Centrafrique : un culte de l'Église luthérienne – photographie prise lors de la mission de Laure Daudruy © Défap

Laure Daudry (Défap) et Annelise Deiss se sont rendues dix jours en mars en République centrafricaine à la rencontre des Églises partenaires et notamment à Bouar, au siège de l'Église

luthérienne. Elles ont représenté le Défap au colloque « Les voies de la paix » qui s'est tenu les 17 et 18 mars à Bangui ; colloque co-financé par le Défap et l'UEPAL.

Basile Zouma, secrétaire général du Défap, était au Maroc du 13 au 20 mars, pour fêter les 10 ans de l'Institut Al Mowafaqa. Il était accompagné de la secrétaire générale de la Cevaa, la pasteure Claudia Schulz. Ils ont rencontré l'Église évangélique au Maroc et Basile Zouma a participé à l'évaluation du partenariat Défap-Al Mowafaqa.



Maroc : une conférence à l'institut Al Mowafaqa © Al Mowafaqa

En avril, Basile Zouma et Anne-Sophie Macor, en charge des Relations internationales au Défap, seront au Congo-Brazzaville. L'objet de cette mission est de rencontrer l'Église évangélique du Congo, l'Université protestante de Brazzaville, les étudiants boursiers du Défap, et de faire le point avec les lieux d'accueil potentiels de volontaires. Une rencontre avec le représentant national de France-Volontaires

(plateforme opérationnelle du ministère de l’Europe et des Affaires étrangères pour le volontariat international) est également au programme.

Un voyage à Madagascar est en préparation, probablement pour août. Anne-Sophie Macor accompagnera Pascal Hickel pour rencontrer les deux Églises partenaires (FLM et FJKM) et visiter les envoyés. Ce sera l’opportunité de faire le point sur les missions et les possibilités d’accueil et d’envoi de volontaires.



Madagascar : Pierre, envoyé du Défap, dans le labo de langues de la SFM, l’école de formation des maîtres de l’Église luthérienne malgache © SFM

Les Églises partenaires par pays

• République centrafricaine : l'EEL-RCA (Église évangélique luthérienne de République centrafricaine), qui regroupe 120 000 membres à travers 544 « congrégations » (paroisses)
• Maroc : l'EEAM (Église évangélique au Maroc), qui est, avec l'Église anglicane, l'un des deux seuls mouvements protestants officiellement reconnus par le roi.
• au Congo-Brazzaville: l'EEC (Église évangélique du Congo) qui revendique aujourd'hui 225 000 membres
• à Madagascar : la FJKM et la FLM. La FJKM (Fiangonan'i Jesoa Kristy eto Madagasikara, en français Église de Jésus-Christ à Madagascar) est la plus grande Église protestante du pays. Elle revendique 3 500 000 membres, répartis dans 5 800 paroisses desservies par plus de 1 200 pasteurs. Quant à l'Église luthérienne malgache (en malgache : Fiangonana Loterana Malgache, FLM), elle revendique 3 millions de membres répartis dans 5000 paroisses, desservies par 1200 pasteurs.

«Convictions et Actions 2021-2025» : point d'étape et perspectives

La rédaction de ce rapport a donné lieu à des débats fournis au sein de l'équipe, tournant notamment autour de la question suivante : valait-il mieux, pour cette année « charnière » dans la période 2021-2025, présenter un rapport d'activité sous forme classique,

mettant en avant l'activité par services… ou s'efforcer de le structurer en fonction des trois grands axes définis par le document stratégique « Convictions et Actions », à savoir : développer les liens avec les partenaires ; s'engager pour la justice, le respect de la création et la dignité humaine ; vivre l'interculturalité ? Le choix qui a été fait au bout du compte, c'est de privilégier une présentation classique : car le rapport d'activité a avant tout pour objet de permettre de montrer qui a fait quoi. Mais si le rapport garde une forme classique, la présentation faite en AG a été, pour sa part, organisée en fonction des axes prioritaires de « Convictions et Actions ».

1) Se diriger dans un monde en fragmentation

A) Tracer des lignes pour se repérer dans le monde

Il y a une tradition bien ancrée au sein de la Marine, tant militaire que marchande : celle du « baptême de la ligne » – le passage de l'Équateur. Si elle se réduit aujourd'hui souvent à quelques bizutages, elle a pu avoir par le passé son cérémonial bien établi. Les matelots qui n'avaient jamais changé d'hémisphère étaient convoqués devant Sa Majesté Neptune, rôle joué par un membre d'équipage grimé et déguisé. Afin d'être autorisés à pénétrer dans son royaume, les néophytes devaient lui payer un tribut et passer diverses épreuves. Ils étaient tour à tour enduits de graisse et de farine, harangués, copieusement aspergés d'eau de mer… Une fois lavés et blanchis, les baptisés devenus « chevaliers des mers » recevaient un certificat de passage.

L'Équateur n'existe pas. Et pourtant, cette ligne virtuelle inventée sur le globe terrestre a des traductions on ne peut plus concrètes. Pour ceux qui la passent… mais aussi pour tous les marins du monde, qui doivent se diriger sur des étendues d'océan loin de toute terre visible.

Les premiers navigateurs ont très tôt éprouvé le besoin de tracer des cartes pour mieux se représenter un monde qu'ils découvraient en le parcourant. Ératosthène de Cyrène, né en l'an 276 avant J-C, est considéré comme l'initiateur des premiers travaux géodésiques. Ptolémée, au IIe siècle ap. J-C, imagine de déterminer la position de lieux par des coordonnées, en « longueur » (longitude) et en « largeur » (latitude). Aujourd'hui, la plupart des pays du monde se réfèrent à l'un des 4 systèmes géodésiques les plus connus – comme le système WGS 84, associé au système de positionnement GPS.

B) Se fixer des lignes d'action

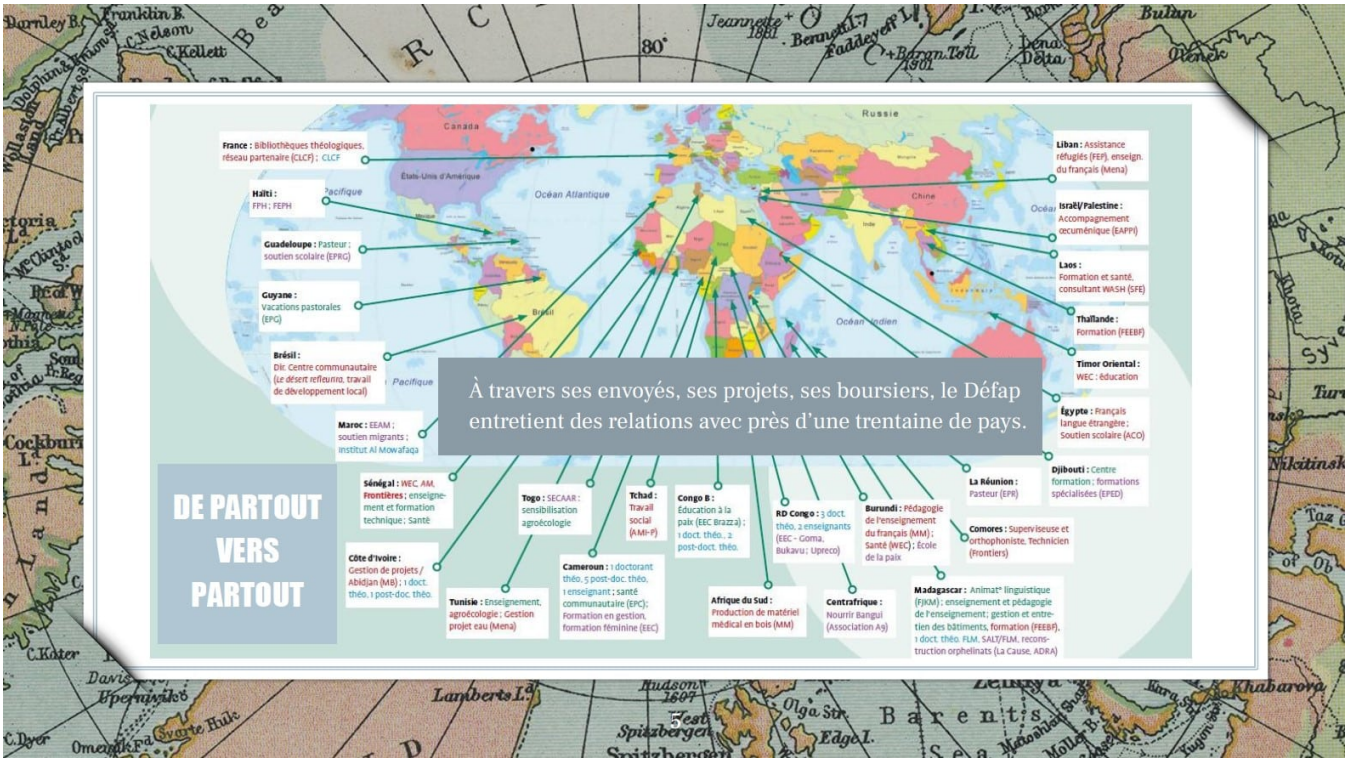
Tout comme ces tracés virtuels qui permettent de mieux se diriger, le Défap s'est doté depuis longtemps de lignes directrices pour orienter son action. Elles ne datent pas d'hier. Lors de la naissance du Défap en 1971, le contexte international était encore marqué par la décolonisation. La conviction était forte qu'un « rattrapage » par les pays du « Tiers-monde » était possible. Pour les Églises de France, il ne s'agissait plus d'aller « faire des chrétiens chez les autres » mais de porter ensemble une même mission. De construire des relations d'Église à Église fondées sur la réciprocité et le partenariat. Ce projet communautaire, le Défap s'est vu confier le rôle de lui donner vie.

Aujourd'hui, ces lignes directrices ont été mises à jour par le Défap dans son document « Convictions et Actions – 2021-2025 », qui est à la fois sa feuille de route et sa carte des opérations. Un travail de réactualisation nécessaire dans un monde de plus en plus mouvant. Non seulement le monde d'aujourd'hui n'est plus du tout celui que l'on connaissait dans les années 70, mais ses évolutions s'accélèrent. Avec des risques forts de repli dans des sociétés de plus en plus « bousculées » – risques qui n'épargnent pas les Églises. Les relations interculturelles sont partout présentes dans notre quotidien, sans entraîner nécessairement une meilleure

compréhension entre les uns et les autres. Depuis ce document « Convictions et Actions », les grands mouvements du monde ont continué à poser de nouveaux défis à nos sociétés : suites de la pandémie de Covid-19, raidissement Est-Ouest autour de la guerre en Ukraine, avec des rapports de forces mondiaux qui se redéfinissent… Il est de plus en plus vital de savoir où l'on va.

2) Les priorités du programme 2021-2025 du Défap

A) Développer les liens avec les partenaires



À travers ses envoyés, ses projets, ses boursiers, le Défap entretient des relations avec près d'une trentaine de pays. Les envoyés « portés » représentent aussi une relation avec le milieu évangélique en France (soit une douzaine de partenaires ecclésiaux). Le Défap s'occupe également de l'envoi de pasteurs. Ce sont des partenariats qui tissent une toile dense, et qui sont entretenus et développés d'année en année. Certains sont noués avec de petites communautés, qui vivent leur foi dans un contexte minoritaire (Maroc, Tunisie,

Djibouti…), quand d'autres concernent des Églises regroupant plusieurs millions de membres (Madagascar, République Démocratique du Congo, Cameroun…).

En France métropolitaine, à travers des cultes, des animations, des conférences, le Défap a assuré 36 interventions en 2022 pour sensibiliser à la mission et encourager les services à l'international. Il est également représenté lors des divers synodes de ses Églises fondatrices pour y rappeler l'importance de leur engagement dans la mission.

Le Défap n'agit pas seul, mais au sein d'un réseau, qui permet de démultiplier les effets des actions entreprises ; avec toutefois le risque que les actions du Défap perdent en visibilité auprès des Églises de France. D'où l'utilité de rappeler la place qu'il occupe dans ce réseau. Ainsi, quand la CLCF rend visite à des partenaires au Cameroun et soutient des bibliothèques de facultés de théologie par l'envoi de livres, elle le fait en partie grâce au Défap, qui a contribué à sa création et la soutient financièrement. Les réflexions sur le respect de la création et le projet de « compensation carbone » du Défap ne viennent pas de nulle part, mais du partenariat avec le Secaar, organisation au service du développement holistique, qui regroupe 19 Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe, et dont le Défap est membre fondateur. Dans ses activités à l'international, le Défap coordonne ses actions avec la Cevaa et DM, son homologue pour la Suisse romande : les trois Secrétariats se rencontrent chaque année pour débattre de leurs priorités et de leurs lieux d'engagement commun. Le Défap participe aussi aux Coordinations de la Cevaa.

Perspectives :

- ***Développer les rencontres de témoins : envoyés du Défap de retour de mission, congés-recherches pendant leur séjour en France, enseignants ayant participé à des***

échanges avec des facultés de théologie…

B) S’engager pour la justice, le respect de la création et la dignité humaine

Parmi les trois grands axes de travail que s’est fixé le Défap dans son programme « Convictions et actions – 2021-2025 » figure la sauvegarde de la création : le Défap veut ainsi « s’engager pour la justice, le respect de la création et la dignité humaine ». Des préoccupations souvent intimement liées, et que résume bien le concept de « justice climatique », puisque les atteintes au climat se traduisent bien souvent par la perte de moyens de subsistance, par des destructions d’habitats, par des conditions de vie considérablement plus difficiles pour les habitants des pays les plus pauvres. Si le Défap est engagé depuis longtemps dans des projets en lien avec l’environnement, pour aller jusqu’au bout de la logique de solidarité, il se devait aussi de limiter les effets secondaires de ses propres activités ayant un impact sur le climat. En janvier 2022, le Conseil du Défap a décidé de formaliser ces engagements en se lançant dans une démarche de réduction de son empreinte écologique. Les objectifs affichés en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre sont ambitieux : -40% d’ici 2030 (par rapport à l’année de référence, à savoir 2021) ; -50% d’ici 2040 et -60% à l’horizon 2050. Les émissions de gaz à effet de serre qui n’auront pu être évitées devront être « compensées ». Cela signifie que le Défap s’engage à soutenir des activités destinées à diminuer la production de gaz à effet de serre, dans une proportion équivalente à ce qu’il produit lui-même, de façon à parvenir à un bilan global égal à zéro : la neutralité carbone. Pour cela, le Défap propose de labelliser annuellement, en lien avec la Cevaa, des projets de « compensation carbone » pour les Églises membres et ses partenaires. Ainsi, pour compenser ses émissions de gaz à effet de serre de l’année 2022, c’est vers le Secaar qu’il s’est tourné. Prévu pour 2023, ce projet vise à promouvoir des foyers améliorés, afin de réduire la déforestation et

l’utilisation de butane ; ce qui contribuera aussi à réduire les maladies respiratoires causées par l’inhalation de la fumée.

NB : *Vivre la rencontre nécessitera toujours de se déplacer. Tout ne peut se vivre en « distanciel ». Des outils comme Zoom permettent de se concerter pour travailler sur des projets communs, mais s’ils sont utilisés à l’exclusion de toute rencontre physique, ils affaiblissent la relation. Le cœur d’activité du Défap implique donc qu’il continuera à produire des gaz à effet de serre – même de manière réduite ; d’où l’importance de les compenser.*



Le Défap apporte aussi son soutien à des projets de transition écologique de ses Églises partenaires en Centrafrique, au Burundi, au Bénin, au Togo, à Djibouti, en Tunisie… Il manifeste sa solidarité avec les partenaires dans les domaines de l’éducation et de la santé par son soutien à Men a l’Espwa, programme de l’Église Protestante Réformée de la Guadeloupe ; par son soutien aux Écoles protestantes d’Haïti ; en aidant à fonctionner les hôpitaux de l’Église presbytérienne camerounaise ; en aidant à la formation d’enseignants à

Madagascar… Le Défap apporte sa contribution au renforcement de la place des femmes dans les Églises et dans la société par des bourses pour des étudiantes ou par le soutien à des programmes de formation en République Démocratique du Congo ou au Cameroun ; il aide des femmes à surmonter la stigmatisation économique et sociale par des programmes sociaux et de microcrédits en RDC… Sur les thématiques de la justice et de la dignité humaine, toujours en RDC, le Défap aide à l'Éducation à la paix (avec l'Action Évangélique pour la Paix, créée par l'EEC) ; en Palestine/Israël, l'envoi d'observateurs œcuméniques (programme EAPPI) a repris en 2022 après deux ans d'arrêt : ce programme du COE (Conseil œcuménique des Églises) a pour mission d'accompagner les Palestiniens et les Israéliens dans leurs actions non violentes. Son suivi administratif est assuré en France par le Défap.

Perspectives :

- ***Éducation, place des femmes, justice climatique : des réflexions à poursuivre pour accroître la cohérence des actions du Défap. Les effets les plus sévères du changement climatique apparaissent dans les pays du sud, au sein des populations les plus pauvres, les moins éduquées, les plus marginalisées parmi lesquelles les femmes sont sur-représentées.***
- ***Réduction des émissions de gaz à effet de serre : -40% d'ici 2030, -50% d'ici 2040, -60% d'ici 2050.***
- ***Démarche de labellisation du Défap sur les questions environnementales.***

C) Vivre l'interculturalité

Le Défap envoie (des VSI, des services civiques, des pasteurs) et accueille (des congés-recherches). Il s'est aussi lancé dans le volontariat de réciprocité et a accueilli début 2023 ses premiers services civiques, issus d'Églises partenaires à l'étranger.

Le Défap entretient des liens depuis des années avec de

nombreuses facultés de théologie d'Églises partenaires. Exemples 2022 : Maroc : soutien financier à l'Institut Al-Mowafaqa et financement de bourses. Madagascar : soutien à la SALT, la faculté de théologie de la FLM, l'Église luthérienne malgache.

Le Défap a soutenu en 2022 des envois et accueils courts d'enseignants en théologie : ceux d'Olivier Abel, Jean-Patrick Nkolo-Fanga et Sébastien Kalombo. Il a soutenu les travaux d'une vingtaine de boursiers : 9 doctorants venus du Cameroun, de Côte d'Ivoire, de République du Congo (Brazzaville), de République Démocratique du Congo (Kinshasa), de Madagascar, de Nouvelle-Calédonie, de Tahiti ; 11 post-doctorants, 5 venant du Cameroun, 3 de République Démocratique du Congo, 2 de République du Congo, 1 de Côte d'Ivoire.



L'EPUDF, l'UEPAL, l'EPUB (Église Protestante de Belgique) ont fait appel au Défap pour co-construire une formation pour les pasteurs étrangers arrivant en France et en Belgique. Deux sessions ont eu lieu les 10-12 octobre 2022 et 23-25 janvier 2023. Elles concernaient 16 pasteurs étrangers entrant dans le corps pastoral en Europe. L'étape prochaine serait de faire

une formation pour les conseillers presbytéraux dans les paroisses qui accueillent des pasteurs venant de l'étranger. C'est dans cette même logique que le Défap est investi depuis longtemps dans l'accompagnement des formations CPLR. Après « Go to Togo », stage interculturel organisé en 2019 dans la ville togolaise de Kpalimé, le mois de juin 2022 a vu la deuxième partie de cet échange à Paris.

Le Défap, en partenariat avec l'EPUDF, a accueilli en janvier et février 2023 "Deviens un héros", exposition interactive créée par les EUL (UEPAL) dans le but de sensibiliser les jeunes aux questions de racisme et de discrimination. Pour la première fois en janvier 2023, le Défap a participé aux « Nuits de la lecture » dont la thématique, centrée cette année sur « la peur », a été adaptée lors d'une soirée de lecture de textes issus de la bibliothèque et tournant autour de « la peur de l'autre ». Et en cette année 2023, le Défap accueille ses premiers volontaires, en service civique, issus d'Églises partenaires à l'étranger. Pour des missions au sein de l'association diaconale protestante Marhaban (entraide) à Marseille, et chez les Diaconesses de Strasbourg, pour de l'accompagnement de personnes âgées.

Perspectives :

- ***Développer l'offre interculturelle à destination des paroisses (après les sessions d'accueil des pasteurs venus d'ailleurs, sessions de formation pour les conseillers presbytéraux)***
- ***Développer les échanges de réciprocité (les premiers services civiques de réciprocité du Défap sont accueillis en France cette année ; le dispositif s'est récemment élargi aux VSI)***
- ***Revisiter le projet Mosaïc en lien avec la FPF et autres partenaires***

En guise de conclusion

Mission intérieure, mission extérieure: ici ou là-bas, c’est toujours la même mission. Cette volonté de porter la mission « du bout du banc au bout du monde » est depuis l’origine une caractéristique forte du Défap. Une vision d’autant plus pertinente aujourd’hui, alors que les Églises au Nord comme au Sud sont de plus en plus marquées par les relations interculturelles. Les Églises en croissance sont souvent des Églises transfrontalières, qui savent tirer parti des relations qu’elles entretiennent dans divers contextes, voire dans divers pays. Opposer mission au près et mission au loin, c’est risquer de succomber aux tentations de repli. Comme le rappelle le document « Convictions et Actions » : « Nous croyons que la diversité des cultures est une richesse de la création de Dieu. » Et « le Défap a pour cœur de métier de mettre en relation ».



AG du Défap : le message du secrétaire général

Dans son intervention prononcée au matin de l'Assemblée Générale 2023 du Défap, le secrétaire général Basile Zouma est revenu sur les axes stratégiques du programme « Convictions et actions » ; des axes qui ont permis, selon lui, de « renforcer les identifiants du Défap » : « Rencontres, relations et réflexions ».



Discours du secrétaire général du Défap © Défap

« *Que vos choix soient le reflet de vos espoirs et non de vos peurs.* » Ce sont avec ces mots de Nelson Mandela (1918-2013) donnant ainsi le ton et la coloration de la politique qu'il entend mener, que je souhaite introduire ce rapport d'activité. Il s'agit d'envisager l'avenir, c'est-à-dire lui

donner littéralement un visage qui ne soit pas une simple réplique des incertitudes que porte notre présent. Après trois Assemblées générales (2020-2022) derrière les écrans de nos ordinateurs, contraints à la distance par la crise, l'espérance, qui ne nous a pas quittés dans la traversée de la crise, nous permet aujourd'hui de nous retrouver et d'être reconnaissants de cette possibilité.

Ce rapport fait le récit d'un parcours, d'un passé dont la mémoire devrait nous aider à construire de façon informée et sereine la suite de notre histoire.

Un lieu de rencontre et de concertation

Pour construire ce futur, il est nécessaire de s'inspirer de l'esprit qui animait nos aînés au moment de la naissance du Défap : créer un outil de rapprochement entre les Églises, un lieu de solidarité, de fraternité et de concertation en vue d'agir ensemble. Le synode de l'Église réformée en 1993 au Havre notait dans sa Résolution sur l'évaluation du Défap que celui-ci doit, entre autres « …*être le lieu de concertation entre les Églises membres et leurs partenaires*… ». Nous avons aujourd'hui la responsabilité de retrouver l'inspiration de cet héritage pour continuer.

Une nécessaire transmission

Ce rapport est la synthèse des activités du Défap pour l'année 2022, un ensemble de données et d'informations relatives aux différentes actions menées. Elles sont compilées pour une large diffusion afin d'informer au mieux nos Églises. Chaque délégué, en recevant ce document, accepte la responsabilité de le faire connaître, de répondre aux questions qui se posent et d'aider à cheminer ensemble dans l'action, vers un monde de partage évangélique.

D'une étape à une autre

De la Société des missions évangéliques de Paris jusqu'à nos

jours, nous avons connu des étapes incluant des transformations, des évaluations, des évolutions avec des périodes de transition plus ou moins longues. Nous nous situons dans un de ces temps, portés par un mandat des Églises membres reçu en mai 2020 indiquant que « pendant (les) 5 ans à venir, (les) Églises s'engagent à soutenir le fonctionnement du Défap en l'état dans le cadre des conventions en vigueur et dans la mesure de leurs capacités financières, tout (lui) en demandant de soumettre un plan d'action et de travail pour la période 2021-25. »

L'opportunité de ce temps étant de laisser aux Églises l'espace d'une concertation, en vue d'aboutir à des décisions substantielles communes d'ici l'Assemblée du Défap au printemps 2025. Dans ce même mandat, les Églises se sont proposé de relancer la réflexion avec le Défap dès cette année 2023 – peut-être que madame la présidente Emmanuelle Seyboldt nous en dira un mot tout à l'heure.

Ce temps de transition est pour le Défap une sorte d'Avent, un temps de patience qui ne se résume pas simplement à attendre mais à agir en attendant. « *Convictions et actions* » qui est la réponse du Défap à la demande des Églises, nous permet cette action dans l'attente. Ce programme a permis de redire nos convictions, et d'ajouter une nouvelle à celles qui existaient déjà ; « *Nous croyons que la diversité des cultures est une richesse de la création de Dieu. Par conséquent, la mission est toujours contextuelle en s'incarnant dans une théologie singulière. Nous sommes non seulement acteurs mais aussi bénéficiaires de cette mission.* »

Il s'est construit autour de trois axes stratégiques qui seront le fil conducteur de la présentation des SE tout à l'heure :
– Développer les liens avec les partenaires
– S'engager pour la justice, le respect de la création et de la dignité humaine
– Vivre l'interculturalité

Ces axes ont permis, dans leur déploiement, de renforcer les identifiants de l'action du Défap, construite autour de trois leviers : rencontre, relation et réflexion…

Dans des sociétés qui se nourrissent de politiques clientélistes, de replis sur soi, l'outil Défap aux mains des Églises permet d'articuler « l'ici » et le « là-bas » en dépassant les frontières, ouvrant chaque membre à la dimension universelle de son engagement chrétien. Il ne cesse de le dire, de le vivre et de le rappeler : il est une tente de la rencontre qui ouvre non seulement à des relations, des échanges, des enrichissements mutuels mais aussi au partage d'expériences, des joies et fardeaux avec des frères et sœurs d'ici et d'ailleurs. Sa participation n'est qu'une goutte d'eau mais, dans l'océan des rencontres, chaque goutte est importante. Cette thématique de la « rencontre » se nourrit des textes bibliques où c'est Dieu lui-même qui vient au-devant des humains. Nous disons ; « heureux qui rencontre » car Dieu a croisé le chemin de son peuple dans la « Tente de la rencontre » (Exode 33, 7) ouvrant ainsi l'opportunité d'une rencontre croisée entre les peuples. Rencontrer l'autre dans l'expérience d'Abraham, c'est rencontrer Dieu lui-même. Cette rencontre permet d'entrer en relation en créant ensemble l'espace d'une réflexion commune en vue d'une action évangélique concertée.

Une reconnaissance aux permanents du Défap

Pour mettre en œuvre un programme, il faut bien l'engagement d'une équipe d'hommes et de femmes qui n'ont pas toujours compté leurs heures. Cette équipe a vu des départs et des arrivées. Et je saisis l'occasion pour remercier Laura Casorio qui après 8 années au Défap, a rejoint la Fondation pour l'aide au protestantisme réformé (FAP) ; fondation avec qui le Défap a et garde un partenariat de longue durée. La pasteure Pascale Renaud-Grosbras, après une année passée au Défap, assure depuis juillet 2022 un intérim pastoral pour la Région parisienne EPUdF. La pasteure Tünde Lamboley, après 5 années

au Défap assure aujourd'hui un ministère pastoral dans le Canton de Fribourg en Suisse.

Nous avons eu la joie d'accueillir trois entrantes ; Valérie Iguernsaid (assistante administrative pour l'échange théologique), Maëlle Karen Nkot (Chargée de projet) et Anne-Sophie Macor (SE responsable du volontariat).

La rédaction du rapport d'activité a été un exercice extrêmement délicat du fait des départs en cours d'année. Avec ces absents qui ne sont plus là pour assurer leur part, la question de savoir si « on va y arriver » s'est posée. Cette citation anonyme pleine d'humour résume l'enjeu : *« Si vous pensez que vous pouvez, vous pouvez. Si vous pensez que vous ne pouvez pas, vous avez raison »*.

L'équipe a dit « *nous pouvons* » et a su ainsi réagir pour rendre disponible le document que vous pouvez aujourd'hui consulter.

Un bilan à mi-parcours

Nous voulons ici – en entrant dans la troisième année de la mise en œuvre de notre programme de travail « *Convictions et actions* » – faire un premier bilan qui consiste non seulement à compter et raconter ce qui a été fait mais aussi faire un point de situation sur la concertation des Églises membres quant au projet à formuler pour l'AG 2025 et qui concerne les suites à donner au projet associatif. L'Assemblée générale est toujours l'opportunité pour les délégués, et à travers eux, les instances mandataires, d'informer de ce qui est en cours et qui participerait au choix des orientations ecclésiales à donner à la structure et à son action.

Un récit d'attente

Ce bilan est un récit d'attente d'une parole concertée des Églises, attendue non pas comme celle du Messie mais la contenant tout de même en germe. Attente d'une parole

d’accompagnement qui porte l’action du Défap comme la continuation de la Bonne Nouvelle dont les Églises sont porteuses.

Une présence au monde

Ce bilan retrace notre présence au monde, notre disponibilité à l’autre et notre attention à sa situation. Elle se concrétise en France comme à l’étranger ; les deux belles cartes au cœur du Rapport d’activité nous en donnent un visuel intéressant. Cette présence est une façon de décliner l’Évangile dans des catégories compréhensibles pour celles et ceux qui souffrent de la faim, de la maladie, de la pauvreté… Ceux luttent pour conserver leur terre et maintenir sa capacité productive. Nos en apprenons quelque chose en parcourant l’évangile selon Matthieu (25, 35-36) « *Car j’ai eu faim et vous m’avez donné à manger ; j’ai eu soif et vous m’avez donné à boire ; j’étais un étranger et vous m’avez recueilli ; nu, et vous m’avez vêtu ; malade, et vous m’avez visité ; en prison, et vous êtes venus à moi.* »

Une riche collaboration

Cette présence au monde ne se fait pas seul mais à travers une riche collaboration dans un réseau associatif extrêmement diversifié et avec les instances gouvernementales qui lui renouvellent leur confiance dans les agréments accordés. La collaboration particulière avec la Cevaa est à noter et je tiens ici à remercier la nouvelle Secrétaire générale pour le maintien d’une dynamique positive entre nos deux institutions. Avec DM nous travaillons dans une mutualisation de nos actions en vue d’une présence plus efficace auprès de nos partenaires…

Conclusion

J’ai cité au début de mon rapport un texte tiré de l’évaluation de l’ERF au Havre et c’est avec une autre tirée de l’évaluation de l’ECAAL qui porte la même idée que je veux conclure : « *Le Défap reste pour nous un outil auquel nous*

renouvelons notre confiance, et que nous continuerons à soutenir de manière constante. Il est d'autant plus précieux à nos yeux que c'est l'un des lieux de rencontre et de collaboration avec nos sœurs et nos frères de l'Église réformée de France, de l'Église évangélique luthérienne de France, de l'Église réformée évangélique indépendante et de notre voisine, l'Église réformée d'Alsace et de Lorraine. »

Je trouve ce texte conclusif tellement fort qu'il me fait penser aux propos d'un grand industriel américain Henry Ford : « *Se réunir est un début ; rester ensemble est un progrès ; travailler ensemble est la réussite*« .

À nous de définir ensemble le contenu de ce travail à faire pour le compte de l'Évangile.

Basile Zouma,
Secrétaire Général du Défap

AG du Défap : Flore Badila Loupe et l'engagement politique de l'EEC

Au-delà des débats sur la vie et sur les activités du Défap, l'Assemblée Générale est aussi un temps propice pour entendre des témoins. L'AG 2023 a ainsi permis de mettre en avant le travail de formation auprès des enseignants et directeurs d'écoles du réseau des Églises protestantes à Madagascar, dans lequel s'implique Jean-Claude Boudeaux, envoyé régulièrement

pour des missions courtes dans ce pays par le Défap. Les participants ont également pu entendre la présentation par Flore Badila Loupe, actuellement en congé-recherche en France en bénéficiant d'une bourse du Défap, de ses travaux au sujet de l'engagement politique de son Église : l'EEC (Église évangélique du Congo).



Flore Badila présentant ses travaux lors de l'AG 2023 du Défap © Défap

Pasteure de l'Église évangélique du Congo (EEC), Flore Badila Loupe est aussi docteure en théologie, après avoir soutenu une thèse à l'UPAC (Université protestante d'Afrique centrale) sur l'engagement politique de l'EEC. Elle est également vice-doyenne de la faculté de théologie protestante de Brazzaville, et vice-présidente de la conférence des ecclésiastiques de l'EEC. Elle avait déjà bénéficié d'une bourse du Défap pour un congé-recherche en 2014-2015. Elle avait alors effectué ses

travaux à l'IPT-Montpellier. Elle est aujourd'hui en congé-recherche en France pour adapter sa thèse en vue de sa publication, sur le thème : *Le rôle de l'Église dans la politique : quel prisme pour le devenir de la cité ?*. Elle présente ici les grands axes de ses travaux sur l'engagement politique de l'EEC, dont les statuts incitent les membres de l'Église à avoir un rôle actif en faveur de la justice dans la société, tout en interdisant tout engagement politique au corps pastoral.

L'Église Évangélique du Congo, dans ses Textes fondamentaux, dispose de trois articles qui montrent son engagement dans la politique.

- L'article 64 stipule que tout chrétien est libre de ses opinions politiques.
- L'article 65 vient comme pour renchérir cette position de l'Église Évangélique du Congo qui pense que ses fidèles sont tenus de combattre les injustices sociales et doivent s'engager dans la politique massivement.
- L'article 66 en revanche, prohibe aux ecclésiastiques tout engagement politique. « Cette prise de position, souligne Flore Badila Loupe, paraît paradoxale ou énigmatique du fait que les ecclésiastiques sont aussi des citoyens qui vivent dans une cité et qui ont des capacités potentiellement utiles en milieu politique ».

Église et politique, des relations difficiles

Dans sa présentation devant l'AG du Défap, Flore Badila Loupe souligne que « des temps immémoriaux jusqu'à la postmodernité, le rôle de l'Église dans la politique s'est avéré prépondérant. Les deux entités qui ont été instituées par le « Tout-Autre » pour emprunter l'expression de Karl Barth, ont pour mission de réguler la vie des êtres humains dans le déjà et le pas encore : l'Église et la gouvernance des hommes et des biens ». Des relations qui ont toutefois longtemps été difficiles : Flore Badila revient sur le cas français, avec la

loi de la séparation du 9 décembre 1905 ayant mis fin au Concordat de 1801 ; Concordat qui associait, en France, l'Église catholique à l'État. Cette séparation ne sera officiellement acceptée par le Saint-Siège qu'en 1921. Cette séparation n'est pas autre chose que la laïcité appliquée intégralement à l'État tout entier : il n'appartient ni à l'Église de faire de la politique ni à l'État de faire de la théologie.

Mais Flore Badila Loupe souligne la difficulté de vouloir enlever toute signification politique aux actions de l'Église. Elle se réfère aux activités politiques de Jésus mentionnées par le théologien André Trocmé qui affirme qu'enlever toute prétention politique en la personne de Jésus, c'est réécrire les quatre Évangiles. Elle fait également mention d'autres théologiens à l'instar de Karl Barth s'insurgeant contre le nazisme allemand qui prône un « Führer ». Selon lui, il n'y a qu'un seul Seigneur et un seul chef, c'est Jésus-Christ. Par ailleurs, il sous-tend la position de l'Église confessante ou l'Église militante tel que mentionnée dans la Déclaration de Barmen, celle qui sort de sa torpeur, de sa neutralité, de son engrenage nouménal, de ses ornières afin de proclamer l'Évangile à toute l'humanité.

« On ne peut pas dissocier l'annonce de l'Évangile et la vie dans la société »

Selon Flore Badila Loupe, évoquer l'engagement politique de l'Église implique de reconnaître « la coopération ou la complémentarité qui est censée exister entre l'Église et la politique (…) Cette question porte sur l'enseignement de l'Église et sa pertinence ». Elle distingue deux registres du discours de l'Église sur le politique :

- Un discours sur le politique comme tel : sa légitimité, sa nécessité, sa valeur, les conditions et exigences de l'engagement politique. Ce discours, qui s'adresse essentiellement aux fidèles s'inscrit dans

l’enseignement social de l’Église.

- Des prises de position sur divers problèmes ou sujets qui concernent la vie en société et la poursuite du bien commun : défense de la dignité et de la vie humaine, protection de l’étranger, souci des plus pauvres, solidarité, justice, paix. Bien que fondées d’abord sur des exigences éthiques, ces prises de position ont un retentissement sur un terrain politique.

Comme le souligne Flore Badila Loupe, « on ne peut pas dissocier l’annonce de l’Évangile et la vie dans la société. Le message est prêché dans la cité pour la transformation de l’individu du fait que l’Église visible se trouve dans la société ». En outre, dans le cas spécifique de la République du Congo, « il apparaît clairement que la gestion de la chose publique faite par des hommes de Dieu serait la bienvenue dans une société corrompue par des hommes politiques qui ne connaissent pas Dieu. » Flore Badila Loupe met ainsi en avant le rôle symbolique du pasteur, qui pour beaucoup de Congolais est « un repère, un indicateur de sens », en dépit de sa perte de prestige au sein de la société. Ce qui l’amène à proposer une nouvelle rédaction pour l’Article 66 des Textes fondamentaux de l’EEC, qui stipulerait : « Les ecclésiastiques en vertu de leur ministère ecclésial, doivent s’impliquer dans la gestion de la cité sans être mis en disponibilité par l’Église. Ils doivent participer à la bonne gouvernance des humains, des biens ; enseigner, pratiquer l’éthique chrétienne dans le milieu politique et assurer l’accompagnement pastoral à l’homme politique ».

AG du Défap : le message du président

Dans son discours prononcé à l'ouverture de l'Assemblée Générale 2023 du Défap, qu'il a intitulé cette année « Les Églises entre replis et ouvertures – Pour un paradigme missionnaire renouvelé », le Président du Défap, Joël Dautheville, est revenu sur les réflexions initiées par le Défap ces dernières années autour des défis qui se posent aux Églises, et de ce que le Défap peut leur apporter.



Discours du président du Défap © Défap

Les Églises entre replis et ouvertures Pour un paradigme missionnaire renouvelé

Accueil

Je suis heureux de vous accueillir à la Maison de la Mission. C'est la première fois depuis 4 ans que notre AG se tient en présentiel et la première fois que Basile ZOUMA y assiste en tant que Secrétaire général. Nous pensons à celles et ceux qui avaient pensé venir mais qui en ont été empêchés, entre autres par les grèves de transport. Bienvenue à vous toutes et tous.

Notre Secrétaire général, à la demande du Conseil du Défap lors de son embauche, a fait une formation pour l'aider dans sa mission. A ce sujet, je suis heureux de vous informer qu'il a pleinement réussi son master 2 en management des associations. Le Conseil de janvier dernier a été très intéressé de l'entendre développer son sujet de mémoire intitulé : ***Quels enjeux nationaux d'une association confessionnelle de solidarité internationale ?***. N'hésitez pas à l'inviter !

J'ai intitulé ce message « Les Églises entre replis et ouvertures – Pour un paradigme missionnaire renouvelé ».

Ce titre m'est venu en relisant les réflexions initiées par le Défap ou en lien avec lui ces dernières années. Je cite entre autres : le forum de Perspectives Missionnaires en novembre 2018 sur *Églises et replis identitaires*, le travail sur la refondation du Défap à partir de 2018 par des équipes nommées à cet effet, le colloque du Défap en octobre 2019 avec le thème *Vers une nouvelle économie de la mission – Paroles aux Églises*, l'exposition remarquable du cinquantenaire, la *Lettre du Défap*, les jeudis de la mission organisés par le Défap en visioconférence, la thématique *Convictions et Actions 2021-2025* qui sera l'objet d'un débat cet après-midi. Je rappelle que tout est téléchargeable sur defap.fr. Tous ces

exemples et il y en a bien d'autres sont autant d'événements qui sont des marqueurs de la volonté du Défap d'aider ses membres à être Églises témoins de l'évangile aujourd'hui.



Deux intervenants lors du forum de Perspectives Missionnaires en novembre 2018 : Jean-François Zorn (à gauche) et Jean-Paul Willaime (à droite) © Défap

Dans ce message, nécessairement bref, je ciblerai mon propos autour de deux situations qui impactent le Défap et ses Églises membres :

1- La crise écologique

Comme l'a dit Martin Kopp, président de la commission Écologie – Justice climatique de la FPF, notamment lors du synode de l'Epudf à Sète en 2021, il est admis que les émissions de gaz à effet de serre se font surtout au Nord, et les répercussions se font majoritairement au Sud. Conscient de ce problème et en

lien avec ses partenaires, le Défap a décidé de s'engager à diminuer sinon à compenser ses dépenses de carbone. Des calculs ont été réalisés et la Commission des Projets a décidé, au titre de la compensation de carbone de soutenir un projet d'amélioration des foyers pour la cuisine au Togo. Par ailleurs, pour réduire notre empreinte carbone des devis sont en cours au niveau du chauffage des bâtiments du Défap.

2- La mondialisation

La façon dont la mondialisation des biens et des services est conduite modifie en profondeur la vie de chacun mais aussi la politique des États, et la culture d'une façon générale.

Le professeur Jean-Paul Willaime, lors du forum de Perspectives Missionnaires, a évoqué le nom d'Arjun Appadurai, un célèbre socio-anthropologue indien qui a travaillé longtemps aux USA pour lequel, je cite « **aucun État moderne ne contrôle son économie nationale** » *(1)*. Il ajoute : « la perte de souveraineté économique engendre partout une posture consistant à brandir l'idée de souveraineté culturelle. **La culture devient ainsi le siège même de la souveraineté nationale**, une telle évolution adoptant des formes très diverses ». Pour le professeur Willaime la mondialisation économique pourrait donc entraîner des replis identitaires et culturels dont certains ont des dimensions religieuses.

Je me permets de citer cet article, car devant l'impuissance politique sur le plan économique, la recherche de souveraineté concerne **la culture** et par conséquent les religions et parmi elles le christianisme, y compris le protestantisme français.



Simon Assogba, de l'Église Protestante Méthodiste de France-John Wesley (EPMF-JW), Église issue de l'Église Protestante Méthodiste du Bénin et implantée en France, présentant le Bénin et l'Église méthodiste béninoise de Paris à de jeunes visiteurs du Défap © Défap

En créant la Cevaa et le Défap en 1971, les Églises membres ont affirmé **que la mission est désormais de partout vers partout**. Elles ont décidé que leur souveraineté s'exercerait dans un esprit d'écoute mutuelle et de partage avec les autres Églises et les partenaires. Elles ont décidé qu'elles avaient **besoin les unes des autres** pour approfondir le contenu de l'évangile, pour mieux rendre compte de sa richesse et de sa pertinence, aujourd'hui, dans ce monde. Pour mettre en forme cette nouvelle vision de la mission, les Églises de France ont demandé au Défap de développer les échanges de personnes, ce qui se fait notamment par le **Volontariat** – et le Défap a les agréments de l'État pour ce faire – avec les Volontaires du Service Civique International (et maintenant de réciprocité) et les Volontaires de la Solidarité Internationale, avec les **échanges théologiques** grâce à l'accueil des boursiers, les échanges de professeurs de théologie, les échanges de pasteurs, etc… En lien avec les partenaires, par le Défap, les

Églises soutiennent des projets liés à l'éducation, à la santé, au développement agricole durable etc.

Or cette vision de la mission doit prendre en compte quelques réalités parmi lesquelles **le pluralisme religieux, la sécularisation croissante** avec comme corollaire la diminution des membres et des ressources des Églises, **la présence de pasteurs et de membres d'Église venant de l'étranger**. Être en mission aujourd'hui, proclamer la Bonne nouvelle de Jésus-Christ dans un contexte très laïc et de pluralisme religieux est une équation difficile à résoudre pour les Églises. Bernard Coyault dans sa conférence donnée à l'AG de la Fédération Protestante de France de janvier 2023 sur le thème « La théologie au défi de l'espace public » a forgé un concept très intéressant. Il a parlé de la nécessité qu'existe, je cite, **une théologie d'utilité publique**. Une façon pour les Églises d'être à la fois le plus fidèles à leur mission tout en respectant la pluralité des opinions religieuses ou agnostiques. À réfléchir !

Pour ne rien vous cacher, le Défap apparaît nettement comme

l'un des lieux où se forge une telle théologie au service des Églises ! Une théologie qui construit des ponts entre les personnes, les Églises et les partenaires, une théologie qui prône la réconciliation en Jésus-Christ, une théologie qui se souvient de la réalité biblique du croyant comme étranger et voyageur sur la terre, une théologie partagée avec ce que vivent les Églises et associations partenaires.

Lors des premiers travaux sur la refondation du Défap en 2018, Jean-Luc Blanc a mis l'accent sur une situation relativement nouvelle pour cette institution en parlant des **relations triangulaires**. En effet le Défap est en lien avec les Églises d'Afrique, les Églises en France et les communautés satellites d'Églises d'Afrique en France. Pour le Défap et les Églises membres, cette nouvelle situation est une **occasion en or** pour renouveler et réaffirmer le paradigme missionnaire de la mission de partout vers partout. Elle est une **occasion unique** pour permettre aux Églises d'évoluer ensemble et de travailler sur les ponts à mettre en œuvre entre elles par-delà les fractures économiques et historiques, par-delà les distances géographiques et culturelles. Elle est une **occasion remarquable** pour tisser sans cesse des liens de réconciliation et favoriser le vivre-ensemble en travaillant notamment sur l'interculturalité. Avec la Cimade, la CEAF – Communauté des Églises d'Expression africaine –l'ACO – Action Chrétienne en Orient –, la Ceeefe – Communauté des Églises protestantes francophones –, la Cevaa et la Fédération Protestante de France présents au Conseil, grâce aux nombreux liens tissés depuis des années avec ses partenaires, le Défap est un service d'Église bien outillé pour stimuler les Églises membres dans leur mission aujourd'hui et rendre plus concrète leur vocation d'Église universelle.

Dans l'optique de la refondation du Défap – les Églises membres nous informeront du processus en cours – je crois utile qu'un **forum du Défap** ait lieu en automne 2024 avec les partenaires d'ici et de là-bas pour échanger et faire de

nouvelles propositions d’actions dans ce monde qui évolue constamment.

Avec un paradigme missionnaire renouvelé, la refondation du Défap doit pouvoir stimuler les Églises dans leur action et dans leur vocation à l’universel tout en se rappelant que la mission n’est pas la nôtre, mais qu’elle fait partie de la plus grande Mission de Dieu (Missio Dei) qui a commencé avec la mission (l’envoi) de Jésus-Christ et qui continue jusqu’à ce jour *(2)*.

Merci de votre écoute.

Joël Dautheville, président du Défap
25 mars 2023

(1) Perspectives Missionnaires 2019 n° 77, p. 5
(2) Citation faite à partir de l’extrait d’une intervention de Kaï Funkschmidt présentée au colloque ‘La mission protestante aujourd’hui au Département Français d’Action Apostolique/DEFAP, Paris 24-26 mai 2002) sur la Conversion. On ne prend au sérieux la liberté de Dieu que si l’on accepte que son pouvoir se manifeste par différentes formes de « conversion », dont seulement quelques unes mèneront au baptême. Seule une missiologie qui reconnaît ce fait fondamental, accepte vraiment que la mission n’est pas la nôtre, et qu’elle fait partie de la plus grande Mission de Dieu (Missio Dei), qui a commencé avec la mission (l’envoi) de Jésus Christ et qui continue jusqu’à ce jour. L’Église participe à cette Missio Dei mais ne la contrôle pas.

Hope360 : vous aussi, courez pour Djibouti !

Tous les jeunes du centre de formation de l'EPED, l'Église protestante évangélique de Djibouti, se sont mobilisés pour engranger des kilomètres afin de soutenir leur projet de formation à l'énergie solaire, présenté par le Défap à l'édition 2023 de Hope360. Vous aussi, venez nous soutenir : en participant à la course connectée, vous pouvez accumuler des kilomètres là où vous êtes !



L'équipe du centre de formation de l'EPED lors de sa marche à travers la ville de Djibouti © Défap

Soutenez le projet du Défap !

Emmenés par Pierre Thiam, ils se sont mis en marche. Une sortie sur le boulevard de la République, puis une randonnée en groupe à travers les rues de la ville de Djibouti ; sous un ciel presque sans nuages, en cette fin d'hiver déjà chaude, mais loin encore des températures de juillet, qui dépassent facilement les 40°C sur le pourtour du Golfe de Tadjoura… À travers ces marcheurs, c'était tout le centre de formation de l'EPED, l'Église protestante évangélique de Djibouti, qui se mobilisait pour engranger des kilomètres à l'occasion de la « course connectée » de Hope360.

Pierre Thiam, envoyé du Défap, dirige le centre de formation de l'EPED. Un centre qui a développé depuis des années une série de projets de formation et d'insertion bénéficiant d'une vraie reconnaissance de la part des autorités djiboutiennes. Entre 2010 et 2017, le projet de rénovation des bâtiments de l'Église, sous forme d'un chantier école, a permis de former des jeunes Djiboutiens aux métiers de la maçonnerie, de l'électricité, de la plomberie… Entre 2015 et 2017, ce sont des jeunes en situation de handicap moteur qui ont été accueillis dans le cadre d'un projet éducatif cofinancé par l'Union Européenne, pour une formation professionnelle au métier d'assistant gestionnaire de réseau informatique et aux notions d'entreprenariat. Actuellement, le centre forme des jeunes aux métiers liés à l'installation et à la maintenance de panneaux solaires.



Élèves du centre de formation de l'EPED © EPED

Une activité qui se trouve au cœur de deux des grands enjeux de Djibouti : l'accès à l'énergie et à l'emploi. Djibouti a beau être l'un des plus petits pays d'Afrique – 23 200 kilomètres carrés – sa position géographique stratégique, à l'entrée méridionale de la mer Rouge et à proximité de certaines des voies maritimes les plus fréquentées du monde, en fait un pont entre l'Afrique et le Moyen-Orient. Son économie repose sur un complexe portuaire qui figure parmi les plus modernes du monde, et qui se développe. Mais Djibouti peine à se fournir en électricité et reste très dépendant des importations de combustibles fossiles, dont les prix explosent.

Dans son programme de développement à long terme, « Vision 2035 », le pays prévoit de parvenir à l'autonomie énergétique en visant un objectif de 100% de sources d'énergies renouvelables – notamment solaire. Encore faut-il former des techniciennes et techniciens, qui pour l'heure manquent cruellement, pour installer et entretenir les installations photovoltaïques. Autre enjeu crucial, le chômage : il atteint presque les 50%. Il est encore plus important chez les plus

jeunes : 70% des chômeurs ont moins de 30 ans. C’est sur ces deux points qu’intervient le centre de formation de l’EPED, en transmettant à des jeunes Djiboutiens des compétences qui aideront à la transition énergétique du pays et leur permettront de s’insérer sur le marché du travail. Un projet qui présente donc un double intérêt, social et écologique, et qui est précisément celui que le Défap a décidé de promouvoir cette année lors de l’édition 2023 de Hope360.

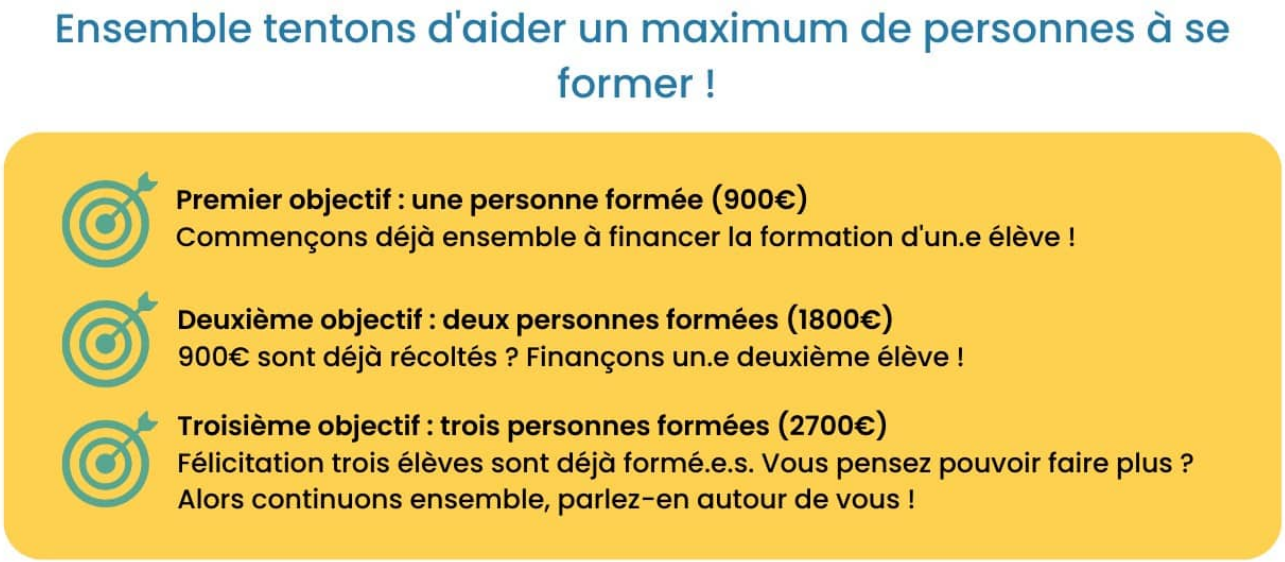


Élèves du centre de formation de l’EPED © EPED

Hope360, c’est un rendez-vous tout à la fois sportif et solidaire organisé par Asah (Association au Service de l’Action Humanitaire), le collectif des ONG chrétiennes de solidarité. Plus de 25 organisations œuvrant dans les domaines de l’urgence, du développement, de l’écologie, du plaidoyer… Le Défap en fait partie, aux côtés d’organisations comme ADRA (Agence de Développement et de Secours Adventiste), Medair (Aide d’urgence et reconstruction), Mercy Ships (qui affrète,

depuis 1978, des navires-hôpitaux à destination des pays les plus pauvres d'Afrique pour y offrir des soins gratuits), le SEL ou Portes Ouvertes… À travers Hope360, événement organisé tous les deux ans, Asah vise à promouvoir des projets de ses membres : lutter contre la lèpre, construire une école en Tanzanie, sécuriser l'approvisionnement en eau d'un orphelinat à Madagascar, aider à des formations professionnelles aux Philippines… Le projet du Défap est ici. En récoltant 900 euros, il est possible de financer la formation d'un.e élève.





Hope360 associe une « course connectée » et un rendez-vous sportif le 15 avril en région parisienne. Pour devenir « hopeur » et prendre part à la « course connectée », il suffit de s'inscrire sur le site, de choisir le projet que l'on veut soutenir et l'objectif que l'on se fixe en termes de distance à atteindre… puis d'engranger le maximum de kilomètres (à pied, à vélo ou par tout moyen de transport non motorisé) pour le promouvoir. L'important n'est pas la performance : c'est surtout de faire connaître l'événement et le projet que l'on soutient autour de soi pour susciter les bonnes volontés. Voilà comment, depuis Djibouti, Pierre Thiam

et l'équipe du centre de formation de l'EPED ont pu participer. À Paris, l'équipe du Défap a fait de même, en organisant avec les étudiants de l'Institut Protestant de Théologie une marche depuis le XIVème arrondissement jusqu'à l'ambassade de Djibouti, dans le XVIème. Comme le souligne Amélie Roumeas, coordinatrice de la course, chaque « hopeur », en « participant à faire connaître un projet, aidera à lever des fonds ». Et aidera aussi à mieux faire connaître toutes les actions des acteurs chrétiens de l'humanitaire… Un objectif commun est d'ailleurs fixé pour tous les participants de cette « course connectée » : parcourir une distance cumulée de 384 000 km – soit la distance Terre-Lune !



L'équipe du Défap au départ du 102 boulevard Arago, à Paris

Et le 15 avril, pour celles et ceux qui seront en région parisienne, rendez-vous aux Mureaux – plus précisément à l'île de loisirs du Val-de-Seine, pour participer ensemble à toute

une série d’épreuves sportives et ludiques. Au menu : marche nordique, course à pied, biathlon, courses à vélo ou en caisse à savon… Il y en aura pour tous les goûts. Avec également sur place un village des associations pour rencontrer toutes les ONG partenaires, des animations, de quoi se restaurer…

Venez vous joindre à l’équipe du Défap et à celle de Pierre Thiam pour soutenir notre projet ! Vous pouvez nous aider à accumuler des kilomètres depuis chez vous en vous inscrivant à la « course connectée ». Et si vous êtes en région parisienne le 15 avril, on vous attend sur le stand du Défap à l’île de loisirs du Val-de-Seine !

Voir cette publication sur Instagram

Une publication partagée par Défap (@defap_mission)

Le Défap, «cadeau des Églises à la société»

Le pasteur Basile Zouma, Secrétaire général du Défap, a été invité à faire une présentation des activités du Service protestant de mission lors d’un « culte mission » à l’Espace Protestant Théodore-Monod, à Lyon. L’occasion de revenir sur l’engagement protestant du Défap, et sur ce qu’il apporte aux relations entre Églises de France et d’ailleurs.



L'affiche du « culte mission » du 5 mars 2023 à Lyon © Espace Protestant Théodore-Monod

Si le Défap est le service missionnaire commun de trois Églises ou unions d'Églises de France, il met en réalité en relation, par ses activités, ce que vivent de nombreuses Églises dans de nombreux lieux, et dans des contextes très variés. C'est ce qu'a rappelé Basile Zouma, Secrétaire général du Défap, en introduction de sa présentation faite à l'Espace Protestant Théodore-Monod de Lyon : au-delà de l'Église protestante unie de France, au-delà de l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine, au-delà de l'Union nationale des Églises protestantes réformées évangéliques de France, ce que représente le Défap, ce sont « des liens et des ramifications avec des Églises partout dans le monde, que ce soit à Madagascar, au Congo, au Cameroun, au Maroc, un peu partout ». Des Églises qui « ensemble ont su tendre la main (…) pour se dire : Je suis disponible pour toi ».

Retrouvez ci-dessous l'enregistrement de la prédication du

pasteur Basile Zouma, et de sa présentation du Défap lors de ce « culte mission » à l’Espace Protestant Théodore-Monod de Lyon, le 5 mars 2023.

«Convictions et actions» : une AG pour faire le point

Le programme de travail actuel du Défap couvre la période 2021-2025. L’Assemblée générale 2023, qui a lieu cette année le samedi 25 mars, sera l’occasion de faire un point à mi-parcours. Elle donnera aussi la parole à des témoins de la mission, envoyé à Madagascar

ou boursière en congé recherche en France. Elle sera enfin l'occasion de se joindre à DM, l'homologue suisse du Défap, dans les célébrations de ses 60 ans.



Vue de l'AG 2023 du Défap © Défap

Le Défap est un lieu carrefour, où se croisent des voyageurs et des sédentaires, des cultures d'Église et des expressions de foi, des manières différentes d'envisager les grands problèmes du monde, des parcours de vie et des idées. Autant de rencontres et d'échanges qui s'entament et se poursuivent aussi bien à Paris qu'à l'autre bout du monde. Depuis plus de 50 ans, le Défap se veut ce ferment de dialogue grâce auquel les Églises peuvent mieux s'adapter aux changements du monde. C'est un véritable écosystème au sein duquel travaille le Défap, avec sa complexité et ses évolutions, et en prise directe avec les grandes problématiques dont traitent les

Églises. Les défis y sont abordés de la manière la plus concrète, souvent bien avant qu'ils ne deviennent objets de réflexions au sein des Églises. C'est ainsi que le Défap est engagé depuis longtemps dans des projets liés à l'éducation, à la santé, mais avec aussi en filigrane toutes les questions de paix, d'identité, d'accueil, de respect des cultures, de justice sociale, de développement, de relations entre religieux et politique… qui tantôt rapprochent, tantôt divisent les Églises. C'est aussi le cas des questions de sauvegarde de la création…

Ces thématiques recouvrent des priorités qui évoluent à vitesse croissante. La rencontre et les relations entre cultures et entre communautés : le choc de la période de crise sanitaire due au Covid-19, en grippant d'un seul coup tous les échanges internationaux dans un monde où ils semblaient aller de soi, a montré à quel point les sociétés sont fragiles, menacées par des forces centrifuges ; à quel point la relation aux autres implique des efforts quotidiens. Le changement climatique : il a suffi d'un été caniculaire et marqué par les incendies, suivi d'un hiver inédit de sécheresse, pour que ce qui semblait un défi lointain vu de France apparaisse désormais comme une menace terriblement présente.

Le document « Convictions et actions – 2021-2025« dont s'est doté le Défap reflète la manière dont ces défis sont intégrés dans le programme de travail et les activités du Service protestant de mission. Il s'ouvre sur une réaffirmation de ses convictions missionnaires puis décrit sa stratégie sur quatre ans, structurée par trois grandes priorités :

- 1) développer les liens avec les partenaires ;
- 2) s'engager pour la justice, le respect de la création et la dignité humaine ;
- 3) vivre l'interculturalité.

Au-delà de la présentation du rapport d'activité et des débats sur les finances, « il est proposé aujourd'hui de permettre à

l’AG de faire un point d’étape sur ce processus », souligne le président du Défap, Joël Dautheville, dans son courrier aux délégués et invités à l’Assemblée générale.

Des témoins invités à l’AG

Par ailleurs, pour mieux prendre conscience que la mission du Défap s’inscrit dans un tissu serré de liens, de partenariats et mobilise très au-delà des membres de son équipe, des invités directement impliqués dans cette mission auront l’occasion de dire, chacun à leur manière, ce qui se vit à travers le Défap. « Quelques témoins seront avec nous, notamment Jean-Claude Boudeaux, envoyé régulier à Madagascar et Flore Badila Loupe, boursière du Défap, effectuant un interim comme doyenne de la Faculté Protestante de Théologie de Brazzaville », souligne la lettre de Joël Dautheville.

Jean-Claude Boudeaux intervient à Madagascar. Dans ce pays, le Défap est en lien avec deux Églises, la FJKM et la FLM, pour des activités tournant essentiellement autour de l’enseignement. La FJKM (Fiangonan’i Jesoa Kristy eto Madagasikara, en français Église de Jésus-Christ à Madagascar) est la plus grande Église protestante du pays. Elle revendique 3 500 000 membres, répartis dans 5800 paroisses desservies par plus de 1200 pasteurs. Quant à l’Église luthérienne malgache (en malgache : Fiangonana Loterana Malagasy, FLM), elle revendique 3 millions de membres répartis dans 5000 paroisses, desservies par 1200 pasteurs. Les initiatives au sein des Églises protestantes malgaches, qui gèrent leur propre réseau d’écoles et ont leur propre département de l’éducation, sont nombreuses en matière d’éducation. Les besoins de formation des enseignants le sont tout autant. Madagascar est le pays qui accueille le plus grand nombre d’envoyés du Défap : ce qui représentait en 2022 cinq VSI (dont trois partis en famille) et 2 services civiques. Outre leur rôle dans l’enseignement, le Défap soutient les efforts de formation continue des enseignants liés à la FJKM et à la FLM : notamment celle mise en place par Jean-Claude Boudeaux en faveur d’enseignants et

directeurs / trices d’établissements scolaire, qui vise en outre à accompagner des formateurs locaux pour qu’ils puissent prendre la relève.



Futurs enseignants malgaches pendant leur formation © Défap

Quant à Flore Badila Loupe, elle est pasteure de l’Église évangélique du Congo (EEC), issue des missions scandinaves et qui revendique aujourd’hui 225.000 membres au Congo-Brazzaville. Elle est aussi docteure en théologie, après avoir soutenu une thèse à l’UPAC (Université protestante d’Afrique centrale) sur l’engagement politique de l’EEC. Elle est également vice-doyenne de la faculté de théologie protestante de Brazzaville, et vice-présidente de la conférence des ecclésiastiques de l’EEC. Après avoir bénéficié d’une bourse du Défap pour un congé-recherche en 2014-2015, elle travaille désormais à adapter sa thèse pour une future publication.



Flore Badila dans la bibliothèque du Défap © Défap

DM célèbre ses 60 ans

Cette AG sera enfin l'occasion de célébrer les 60 ans de DM, l'homologue suisse du Défap. La Cevaa et le Défap sont nés en 1971, d'un ancêtre commun : la Société des Missions Évangéliques de Paris (la SMEP), qui avait eu de 1822 à la fin des années 60 une activité missionnaire s'étendant du Lesotho au Togo, de l'Océan indien au Pacifique. DM-échange et mission, département missionnaire des Églises de Suisse romande et des Églises françaises en Suisse alémanique (la CERFSA) était né pour sa part quelques années plus tôt, en 1963. Entre ces trois organismes institués pendant la même période et entretenant des relations avec les mêmes pays, on retrouve encore aujourd'hui des domaines d'activité très proches, et des échanges réguliers. DM, confronté aux défis que connaissent aujourd'hui tous les organismes missionnaires, a fait il y a quelques années sa mue ; on ne parle plus

désormais de « DM-échange et mission », l'association ayant changé ses statuts et son nom, et adopté un nouveau slogan, celui de « Dynamique dans l'échange ». S'appuyant sur le constat que le « centre de gravité du christianisme s'est déplacé au Sud », son 117ème Synode missionnaire (l'équivalent d'une AG), après un intense débat, a décidé à une large majorité de soutenir une nouvelle vision, dite de « réciprocité ». Avec trois thématiques porteuses : la formation théologique, le développement rural, l'éducation. Cette révolution interne s'est faite dans un contexte de réorganisation du paysage des oeuvres d'entraide de Suisse, avec la fusion de l'EPER (l'Entraide protestante suisse) et de PPP (Pain pour le prochain). C'est donc un DM tout neuf qui regarde désormais vers l'avenir et fête ses 60 ans tout au long de l'année, par des gâteaux partagés avec le Conseil et le Secrétariat, avec les envoyés, en Suisse, au Mexique… Des célébrations qui culmineront le 18 novembre 2023 à la cathédrale de Lausanne.



Célébration des 60 ans de DM au Mexique © DM

10 ans d’Al Mowafaqa : revivez l’intégralité du colloque

À l’occasion de ses dix ans, l’institut œcuménique de Théologie Al Mowafaqa s’est penché sur les minorités religieuses en Afrique méditerranéenne et subsaharienne lors d’un colloque de deux jours. Avec la participation de membres fondateurs d’Al Mowafaqa, d’universitaires, de partenaires publics et académiques… Retrouvez l’ensemble des interventions ici en vidéo.



Colloque des dix ans d’Al Mowafaqa : de gauche à droite : Sophie Bava (IRD, Marseille), Seydi Diamil Niane (IFAN, Dakar)

et Karima Dirèche (IREMAM, MMSH, Aix-en-Provence) © Al Mowafaqa

Les interventions du jeudi matin :

OUVERTURE OFFICIELLE

OUVERTURE DE LA PARTIE ACADÉMIQUE ET PRÉSENTATION DES TROIS PANELS

CONFÉRENCE D'OUVERTURE : FADI DAOU (FONDATION ADYAN, GLOBETHICS)

Le concept de minorités dans les discours religieux et géopolitiques contemporains : vers un changement paradigmatique risqué et prometteur.

Les interventions du jeudi après-midi :

PANEL 1 : SOURCES, GENÈSES, TEXTES DE RÉFÉRENCE OU FONDATEURS, COMMENT SE CONSTRUISENT LES MINORITÉS RELIGIEUSES ? Modération : Brigitte Cholvy (ICP, Paris) et Abderrahmane Gharioua (EDHH, Rabat)

- Jean Koulagna (Al Mowafaqa, Rabat)
- Fouad Ben Ahmed (EDHH, Rabat)
- Oissila Saaidia (Lyon 2, Lumière)
- Témoin : Jessica Abeni Komba (Al Mowafaqa)

PRÉSENTATION DU LIVRE « DIEU VA OUVRIR LA MER, CHRISTIANISMES AFRICAINS AU MAROC » de SOPHIE BAVA, BERNARD COYAULT, MALIK NEJMI

Publié aux éditions Kulte, avec Sophie Bava et Jean Landu Massembila

Les interventions du vendredi matin :

PANEL 2 : LES PERCEPTIONS : QUELS REGARDS PORTÉS SUR CE

QUI SE PASSE ET SE VIT ?

Le rôle et la place des diasporas et des communautés migrantes dans les dynamiques perceptibles au Maroc, en quoi conduisent-elles à des reconfigurations ?
Les groupes minoritaires au sein des différentes traditions monothéistes, au nord de l'Afrique (Maghreb et Afrique sub-saharienne), comment définir leurs situations ? Quels défis pour les uns et les autres ? Quelle place et rôle pour les minorités de type spirituel ou mystique dans les différentes traditions ? Modération : Sara Mejdoubi (Université Internationale de Rabat) et Pierre Adimi (Université de Tanger).

- Seydi Diamil Niane (IFAN, Dakar)
- Karima Dirèche (IREMAM, MMSH, Aix-en-Provence)
- Sophie Bava (IRD, Marseille)
- Témoin : Michelle Lakpa (Al Mowafaqa)

après-midi :

PANEL 3 : QUELS SENS DONNER À L'EXPÉRIENCE D'ÊTRE MINORITAIRES ?

Comment une situation minoritaire peut être vécue comme une grâce donnée par Dieu, d'un point de vue de théologies chrétiennes, musulmanes ?
Modération : Rachid Saadi (Al Mowafaqa) Anouk Cohen (Centre Jacques Berque).

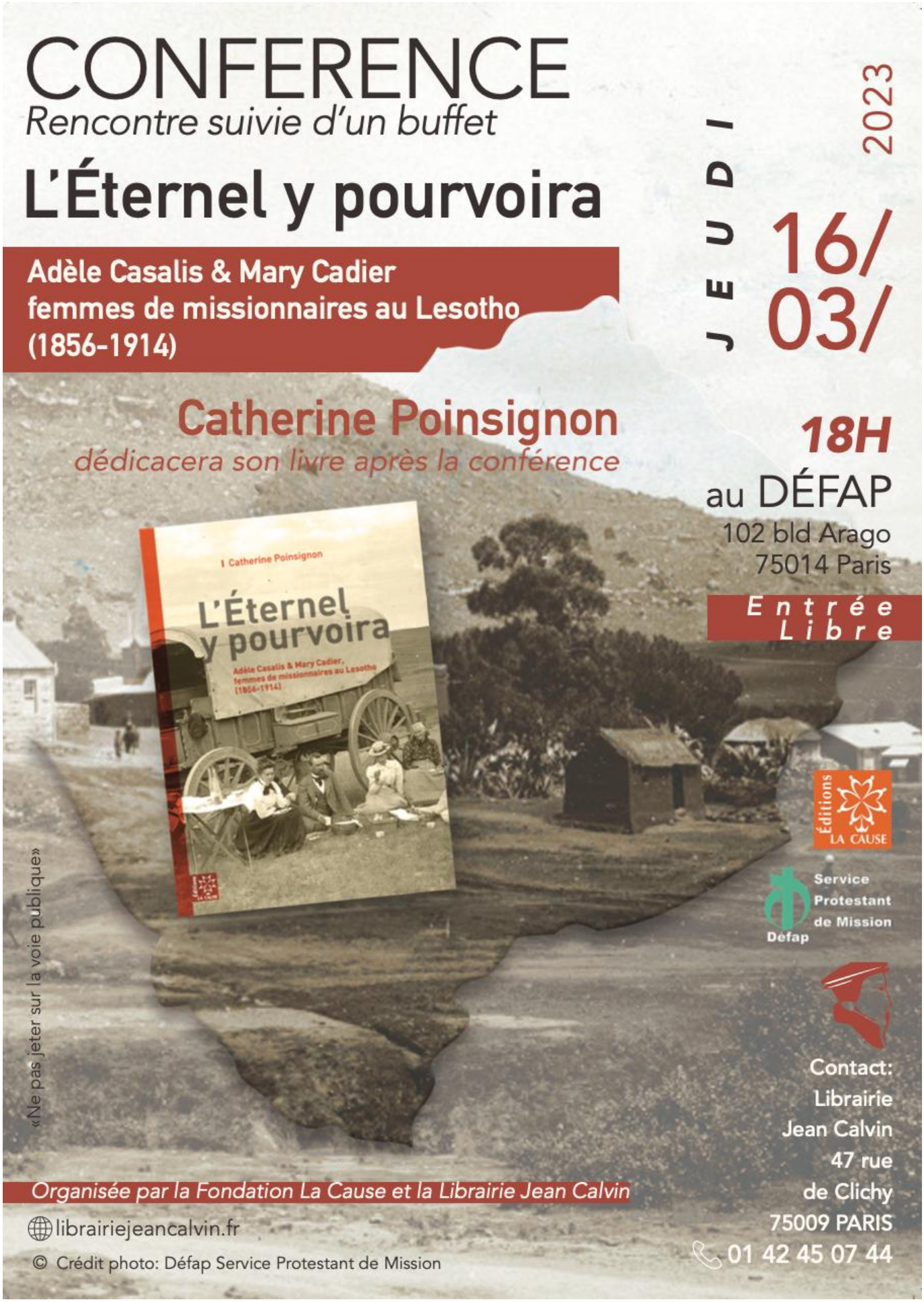
- Xavier Gué (ISTR, Paris)
- Farid El Asri (UIR, Rabat)
- Frédéric Rognon (Faculté de Théologie Protestante de Strasbourg)
- Témoin : Christian Ntap (Al Mowafaqa)

QUESTIONS-DÉBAT

CONCLUSIONS À DEUX VOIX : PASTEUR KAREN SMITH ET CARDINAL CRISTOBAL LOPEZ ROMERO, CO-PRÉSIDENTS D'AL MOWAFAQA

«L’Éternel y pourvoira» : une conférence et un livre sur la mission au féminin

Vous êtes cordialement invités à assister, jeudi 16 mars à 18 heures, à la conférence organisée en partenariat avec les éditions La Cause et le Défap autour du livre de Catherine Poinsignon : « L’Éternel y pourvoira – Adèle Casalis et Mary Cadier, femmes de missionnaires au Lesotho, 1856-1914 ». Rendez-vous à partir de 18 heures au 102 boulevard Arago, à Paris pour cette rencontre en présence de l’auteure. Entrée libre.



Présentation du livre de Catherine Poinsignon © Affiche de La

Cause

La vie et l'œuvre de missionnaires au Lesotho au XIXe siècle et au début du XXe siècle, vue par Adèle Casalis-Mabille et Mary Cadier-Mabille, deux épouses de missionnaires dont le travail a été au moins aussi important que celui de leurs maris. Un point de vue rare, admirablement rendu par Catherine Poinsignon, descendante d'Adèle et Mary, et qui rend vivantes et passionnantes les informations qu'elle a pu tirer de la correspondance de ses aïeules. C'est ce que vous êtes invités à découvrir jeudi 16 mars au Défap, à l'occasion de la conférence donnée par Catherine Poinsignon pour présenter son livre : *L'Éternel y pourvoira – Adèle Casalis et Mary Cadier, femmes de missionnaires au Lesotho, 1856-1914*. Un récit inédit, une vision renouvelée et stimulante de la mission ; la conférence de ce jeudi au Défap est organisée en partenariat avec les éditions La Cause, qui publient l'ouvrage. Le rendez-vous est à 18 heures, l'entrée est libre ; au-delà du livre lui-même, cette soirée sera l'occasion d'évoquer la mission au Lesotho. Des photos seront projetées et commentées. Un buffet clôturera la soirée.

Depuis l'origine, le Lesotho occupe une place à part dans l'histoire de la Société des missions évangéliques de Paris – et partant de là dans celle du Défap, qui en est l'héritier. Le Lesotho a été le premier champ de mission de la toute jeune SMEP. Une aventure au cours de laquelle obstacles et opportunités se sont combinés pour pousser trois jeunes missionnaires, Eugène Casalis, Thomas Arbousset et Constant Gosselin, vers un pays inattendu et inconnu. L'Afrique australe était alors sous domination britannique, et c'était le champ de la Mission de Londres, la London Missionary Society (LMS), présente depuis la fin du XIXème siècle et bientôt rejointe par les missions anglicanes, méthodistes et presbytériennes. À la création de la SMEP, les liens ont été tout de suite très étroits avec la LMS ; et lorsque John Philip, Surintendant de la Mission de Londres, suggère lors

d’un passage à Paris en 1829 d’envoyer aussi des missionnaires français sur place, il s’agit de s’inscrire dans un projet commun : apporter l’Évangile aux peuples autochtones, certes… mais aussi rappeler aux Afrikaners, les descendants de protestants hollandais et français fuyant l’Europe, que l’asservissement des habitants du pays par les colons et tous les excès de l’esclavage ne peuvent s’accorder avec la foi chrétienne.

La rencontre du chef Moshoeshoe et du Lesotho

Sur place toutefois, les Français connaissent des déboires ; l’action d’évangélisation auprès des natifs se heurte au refus des chefs locaux de les laisser s’installer sur leur territoire. Ni les Matabele, ni les Zoulous n’acceptent leur présence ; et c’est finalement Moshoeshoe, le chef d’une autre tribu, celle des Sotho, présente dans un pays inconnu des Européens, le Lesotho, qui se dit prêt à les accueillir. Dès lors se noueront des liens étroits entre ces missionnaires et ce peuple que rien ne destinait à se rencontrer.



La station missionnaire de Morija, au Lesotho © Bibliothèque du Défap

Cette aventure missionnaire et humaine en pays inconnu aura poussé les uns et les autres à revisiter leurs convictions et leur vision du monde, à s'adapter, à innover ; les missionnaires français se seront faits au fil du temps ethnographes, linguistes et avocats de ce peuple auprès des autorités publiques… Les missionnaires… et leurs proches, femmes et enfants, puisque la mission est aussi devenue au fil des ans une aventure familiale. Ce sont ainsi des relations nouvelles qui ont dû s'inventer sur place. Les femmes de missionnaires ont ainsi un rôle à jouer : par leur statut d'épouse et de mère, elles apportent sa dimension civilisatrice à la mission. Elles doivent incarner un modèle pour les femmes sothos et transmettre les valeurs familiales et les normes européennes. Il y a ensuite les enfants : les filles de missionnaires, qui participent bientôt à part entière à la mission sur place.

Au-delà des figures des premiers missionnaires, ce rôle des femmes et cette dimension familiale de la mission ont été redécouverts à travers des travaux récents sur les archives de la SMEP que conserve la bibliothèque du Défap *(1)*. Dans son livre, Catherine Poinsignon nous livre un récit romancé élaboré à partir des échanges épistolaires d'Adèle Casalis-Mabille et Mary Cadier-Mabille. Un récit romancé mais néanmoins ancrée dans le réel, et qui permet de suivre le quotidien et l'engagement de ces femmes de missionnaires envoyées par la Société des Missions de Paris au Lesotho. L'occasion de découvrir ou de redécouvrir l'engagement et l'abnégation de ces femmes entièrement dédiées à la mission de leur mari, de leur père, de leur fils…

Retrouvez ci-dessous le podcast de l'émission de La Cause sur Fréquence Protestante présentant le livre de

Catherine Poinsignon :

(1) Camille AUBRET, Femmes et Mission, de la France au Lesotho : statuts, rôles et engagements au sein de la Société des Missions évangéliques de Paris, de 1825 aux années 1910, Mémoire de Master 2 Recherche Histoire de l'Afrique, Université Paris I Panthéon-Sorbonne

---

Princia Stevene Nzinounou : étudier Jacques Poujol au Congo

Que peut apporter la pensée de Jacques Poujol dans le contexte du Congo-Brazzaville ? Pour Princia Stevene Nzinounou, qui fait partie de l'EEC (Église évangélique du Congo), les écrits de ce pasteur, psychothérapeute et formateur en relation d'aide pourraient bénéficier au suivi des couples au sein de son Église. Actuellement étudiante à l'UPAC (Université protestante d'Afrique centrale), elle est venue en congé-recherche en France en bénéficiant d'une bourse du Défap, pour poursuivre ses travaux sur ce thème.



Princia Stevene Nzinounou dans le jardin du Défap © Défap

Jacques Poujol est à la fois pasteur et thérapeute. Avec son épouse Claire, il exerce un ministère de relation d'aide et d'accompagnement psychologique. Formé en analyse transactionnelle, à l'aide aux victimes d'abus, mais aussi conseiller conjugal et familial, il s'emploie depuis plusieurs années à former à la relation d'aide. Il enseigne auprès de plusieurs instituts bibliques et facultés de théologie, en France et en Suisse. Par ailleurs, il anime de nombreux séminaires de développement personnel. Et il a rédigé de nombreux ouvrages sur ces diverses thématiques. Une voie mêlant foi et psychothérapie dans laquelle il s'est orienté après avoir fait le constat des souffrances dans lesquelles se débattaient de nombreux membres d'Églises, même après avoir vécu une démarche de conversion censée être libératrice…

Ces questions liées à l'accompagnement psychologique et spirituel ne sont guère abordées au sein de l'Église

évangélique du Congo (EEC), où tout ce qui relève de la psychothérapie est plutôt vu avec méfiance. Or Princia Stevene Nzinounou estime que l'Église aurait beaucoup à y gagner. Originaire de République du Congo (ou Congo-Brazzaville), membre de l'EEC et étudiante à l'UPAC (Université protestante d'Afrique centrale), elle travaille actuellement à une thèse à ce sujet : « L'accompagnement psychologique et spirituel chez Jacques Poujol, un outil d'analyse dans le suivi des couples dans l'Église évangélique du Congo ».

Elle a bénéficié pour ses travaux d'une bourse du Défap, grâce à laquelle elle peut effectuer des recherches en France. Elle travaille en lien avec deux enseignants en théologie pratique de l'Institut Protestant de Théologie (IPT) : Élian Cuvillier et Nicolas Cochand. Rencontre.

«Les voies de la paix» : un colloque à Bangui avec le soutien du Défap

L’association A9, créée à Bangui par un ancien boursier du Défap, Rodolphe Gozegba, et qui s’est fait connaître notamment à travers un programme d’agriculture urbaine destinée à améliorer l’autonomie alimentaire de la capitale centrafricaine, prépare un colloque sur « Les voies de la paix face à la difficile construction de la cohésion sociale en Centrafrique ». Cette rencontre, organisée en partenariat avec l’Université de Bangui et avec le soutien du Défap, réunira des personnalités comme le chef de l’État Faustin-Archange Touadéra, deux des trois « saints de Bangui » – le cardinal Dieudonné Nzapalaïnga et le pasteur Nicolas Guerekoyame Gbangou – ainsi que Jean-Arnold de Clermont, ancien président du Défap.



Rodolphe Gozegba détaillant les projets de l’association A9

lors d'une visite en France © DR

Tout au long de ses études de théologie, depuis la Fateb (Faculté de théologie évangélique de Bangui) jusqu'à l'IPT-Paris (Institut protestant de théologie), Rodolphe Gozegba De Bombémbé a gardé en arrière-plan de ses travaux et de ses réflexions le drame que vivait son pays, la République centrafricaine. Les maux y sont multiples et s'enchevêtrent. Le pays voit se succéder les épisodes de guerre plus ou moins ouverte depuis son indépendance ; le dernier conflit en date, la troisième guerre civile centrafricaine, s'est développé au cours de l'année 2013. Il a vu s'opposer les milices de la Seleka, à majorité musulmanes et fidèles au président Djotodia, à des groupes d'auto-défense chrétiens et animistes, les anti-balaka, fidèles à l'ancien président François Bozizé. Une guerre qui s'est traduite par des exactions sans nombre contre les civils et qui a laissé le pays déchiré et détruit. Depuis lors, la situation politique est d'une extrême instabilité, entre un gouvernement qui peine à faire reconnaître son autorité hors des limites de la capitale et des groupes armés qui revendiquent une légitimité politique. L'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation (APPR-RCA), signé en février 2019 avec 14 groupes armés, continue de servir de feuille de route pour la recherche de la paix et de la stabilité à long terme, même après le retrait des groupes armés liés à la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) en décembre 2020. La MINUSCA, force de maintien de la paix de l'ONU composée de plus de 15 000 hommes, reste présente dans le pays depuis 2014. Conséquence de cette instabilité récurrente, la RCA se classe au bas des indices du capital humain et du développement humain, à la 188ème place sur 189.

Le drame de la Centrafrique avait déjà influé sur le choix du sujet d'étude de Rodolphe Gozegba lorsqu'il était en France : la théologie de Jürgen Moltmann, une théologie de l'espérance et des recommencements. « Moltmann, à travers tout ce qu'il a

vécu, soulignait-il, réussit à nous parler d'un Dieu non pas lointain, mais bien présent ; un Dieu qui compatit à la douleur et qui intervient, qui agit. » Après sa thèse de doctorat soutenue en décembre 2020, Rodolphe Gozegba est revenu à Bangui pour aider. Avec quelques amis, il a fondé l'association A9.

« Les tensions ont cassé toute cohésion sociale »



L'une des premières actions de l'association A9 à Bangui : participants du projet « Nourris ta ville en 90 jours » réunis lors d'une distribution de matériel © A9

A9 : une association qui s'est fixé comme but d'intervenir, non pas dans un seul domaine, mais de manière globale, face à tous les maux de la société centrafricaine. Et avec, dès l'origine, une sensibilité particulière à l'environnement, un aspect le plus souvent négligé dans un pays où la paix reste encore à construire. Parmi les facteurs qui ont le plus contribué à le pousser à créer cette structure, Rodolphe Gozegba cite « l'insécurité alimentaire, les effets du

réchauffement climatique, les conséquences de la crise inter-communautaire de 2013 ». Sa toute première action aurait dû être la lutte contre les déchets plastiques, qui, explique Rodolphe Gozegba, « constituent une véritable menace pour la nature et pour la santé publique ». Mais au moment de lancer le projet, « il y a eu une attaque de la capitale par les rebelles, qui ont coupé les routes d'approvisionnement ; Bangui s'est retrouvée asphyxiée ; il fallait alors un plan d'urgence alimentaire. C'est ainsi que nous avons proposé le projet : Nourris ta ville en 90 jours ». Il s'agissait d'aider les habitants de la capitale à améliorer leur autonomie alimentaire, en cultivant de nombreuses parcelles inexploitées à Bangui. Un projet qui a reçu le soutien du Défap et de l'UEPAL, et qui a déjà donné sur place des résultats très encourageants.

C'est dans cette optique de recherche de solutions globales face aux divers maux de la société centrafricaine qu'A9 organise aujourd'hui son premier colloque, avec le soutien du Défap et en partenariat avec l'Université de Bangui. Il portera sur « *Les voies de la paix face à la difficile construction de la cohésion sociale en Centrafrique dans un contexte de tensions internationales*« , et se tiendra les 17 et 18 mars 2023 au siège de la CEMAC (la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale).

Entretien avec Rodolphe Gozegba sur l'association A9, émission présentée par Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 23 novembre 2022 sur Fréquence Protestante

« *Ce colloque*, indique A9 dans la présentation du programme, *s'inscrit dans un double contexte : d'une part, celui de la guerre russo-ukrainienne et ses incidences socio-politiques et*

économiques sur les pays en voie du développement ; et d'autre part, celui des tensions socio-politiques palpables en République centrafricaine. Les conséquences touchent surtout les populations civiles. La communauté internationale semble bien souvent impuissante. Construire la paix et la cohésion sociale est devenu difficile, cela demande beaucoup de bonne volonté et d'efforts de part et d'autre. Dans le contexte de la RCA, les tensions ont cassé toute cohésion sociale. La méfiance s'est installée au sein de la population alors que le peuple doit construire son avenir dans la paix et dans la cohésion sociale. »

Ce colloque, poursuit A9, « *permettra de partager des expériences, de soulever des questions capitales relatives à la résolution des conflits dans un monde en transformation rapide. Ainsi, la consolidation de la paix et de la cohésion sociale devient impérative pour garantir un État de droit, les droits humains fondamentaux, les droits internationaux, etc.* »
Parmi les intervenants, notons la présence :

- de Faustin-Archange Touadéra, président de la République centrafricaine ;
- de Jean-Arnold de Clermont, ancien président du Défap, actuel président d'honneur de l'Observatoire Pharos ;
- du cardinal Dieudonné Nzapalaïnga et du pasteur Nicolas Guerekoyame Gbangou (deux des trois « saints de Bangui », trois dignitaires religieux – un imam, un pasteur, et un archevêque – qui avaient choisi de prêcher ensemble la paix et la réconciliation au plus fort des affrontements qui, en 2013, laissaient craindre que la guerre civile ne dégénère en conflit religieux) ;
- d'Abdoulaye Ouasselegue, président de la Communauté islamique centrafricaine ;
- de Nupanga Weanzana, doyen de la Fateb.

Vous pouvez retrouver ci-dessous le programme complet de ce colloque :